

Entretien

« IL FAUT AVOIR LE COURAGE DE RÉDUIRE LA DÉPENSE PUBLIQUE »

Pierre Gattaz anime cette semaine sa première université d'été du Medef en tant que président. L'occasion de faire passer des messages au gouvernement et de lancer, avec les entrepreneurs, son projet « France 2020 ».

Dans quel état d'esprit abordez-vous cette rentrée ?

Les chefs d'entreprise que je représente ont une triple inquiétude. L'activité et les carnets de commandes ne sont pas bons. Leur rentabilité est l'une des plus faibles des pays européens, ce qui pose des problèmes de survie ou empêche d'investir et d'embaucher. Enfin, la dernière inquiétude porte sur les rendez-vous de la rentrée: la réforme des retraites et le budget 2014 avec, notamment, tout ce qui est lié à la fiscalité.

Vous devez être satisfait des déclarations récentes de certains ministres évoquant « le ras-le-bol fiscal des Français » ?

Je dis bravo. Je suis content de ce discours de lucidité. Mais il faudra voir les faits et, par exemple, ne pas aborder le problème des retraites qui appelle une réforme structurelle avec des solutions à la petite semaine. Cotisations, CSG, ou taxes sur les dividendes: ces trois options nous hérissent.

La CSG est un impôt sur le revenu. Elle ne va pas toucher les entreprises. En quoi est-ce un problème pour elles ?

L'utilisation de la CSG est le symptôme d'une démarche qui consiste à utiliser l'impôt pour régler un problème structurel. Taxer c'est la facilité absolue. C'est facile d'être ministre ou député: vous avez un problème de logement, de chômage, de retraites? Vous taxez! On est à un niveau d'asphyxie totale. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le rapport Gallois, le FMI, la Cour des comptes, Bruxelles, les agences de notation. Ce n'est pas un problème patronal, c'est un discours de vérité sur l'état de la France.

Vos prédécesseurs n'ont pas tenu ce discours de vérité...

Mes prédécesseurs ont alerté, mais cela n'a pas empêché la France de vivre au-dessus de ses moyens, sur l'héritage des Trente



Glorieuses. Nous sommes arrivés à la croisée des chemins. Nous avons 11% de chômage, une croissance nulle. Soit on fait le choix d'une France conquérante, celle de l'emploi et des réformes, soit on continue de taxer avec pour résultats la décroissance, la démotivation, le chômage.

Vous avez rencontré le président de la République le lendemain de votre élection à la présidence du Medef. Que lui avez-vous dit ? Je lui ai parlé de « France 2020 ». À l'université d'été, le Medef va lancer ce grand chantier pour se projeter dans l'avenir et pour une France enthousiasmante. J'ai expliqué au

« Cent rapports expliquent comment réduire la dépense publique sans mettre le feu au pays. »

Président nos cinq défis: celui du futur à inventer, celui du numérique, celui de la mondialisation avec trois milliards de personnes à équiper, l'Europe à finir de construire, et le défi de l'au-

dace créatrice. Nous ne pourrions les réaliser que si le terreau social et fiscal est attrayant.

Le Président vous a-t-il écouté ?

En tout cas, j'ai vu qu'il a depuis lancé un projet « France 2025 », donc je pense que ce discours lui a plu et j'ai été très flatté. C'est très positif. Un pays comme une entreprise ne peut pas être piloté sans une ambition. Nous participerons activement à ce chantier. Mais nous attendons les rendez-vous du projet de loi de finances 2014 pour savoir si nous sommes entendus.

Considérerez-vous un alourdissement de la fiscalité des entreprises comme un casus belli ?

En tout cas, ce sera très grave. Il faut avoir le courage de réduire la dépense publique

Comment ?

Il y a 100 rapports en France sur le sujet: depuis Camdessus en passant par ceux de la

Cour des comptes, ou des instituts comme Montaigne et l'Ifrap. Tous ont donné des idées qui ne mettront pas le feu au pays. Il faut faire comme dans les entreprises: baisser les frais de structures. Il ne faut pas remplacer tous les départs en retraite, mais il faut promouvoir l'excellence opérationnelle dans les administrations. Il faudra le faire avec les parties prenantes. Il y aura du conservatisme, mais quand on est à 57% de dépenses publiques, il faut agir! Nous avons 500 000 fonctionnaires et 220 milliards de dépenses publiques de plus que les Allemands. Inspirons-nous de ce qu'ont fait les Suédois, les Canadiens.

La baisse des dépenses publiques ne risque-t-elle pas d'avoir des conséquences sociales graves dans certaines régions ?

Je ne crois pas. Il ne s'agit pas de couper les dépenses d'investissements, mais de revoir un système qui provoque des gaspillages. Ce n'est pas les fonctionnaires en tant qu'individus qui sont en cause mais l'organisation, les couches accumulées. Et on peut dire aux fonctionnaires comme aux Français qu'il faudra travailler un peu plus par semaine, par an et dans la durée de sa vie.

Quelle est votre stratégie pour le numérique qui transforme l'économie ?

C'est une opportunité de marché énorme et un levier de compétitivité, pour la sphère publique comme pour le privé. Au sein du Medef, la commission d'Anne-Marie Couderc s'attellera à montrer comment le numérique peut réduire les dépenses du public et Geoffroy Roux de Bézieux se mobilisera sur les entreprises qu'il faut pousser à investir et auprès desquelles il faut faire de la pédagogie. Il y a une dimension prospective sur laquelle le Medef travaillera car le numérique bouleverse tout: des secteurs aux modes d'apprentissages comme le montrent les cours en ligne des grandes universités. Nous sommes à l'aube de révolutions dans le business, le transport, le tourisme, la ville... Nous devons réfléchir pour savoir comment les appréhender, comment cela va restructurer les filières. Ce sont de la croissance et de l'emploi à la clé. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-SOPHIE BELLAÏCHE ET PASCAL GATEAUD

« J'ai expliqué au Président les cinq défis de « France 2020 ». Nous ne pourrions les réaliser que si le terreau social et fiscal est attrayant. »

Lire notre dossier spécial sur l'innovation page 22

